



BIARRITZ

Département
Des PYRENEES-ATLANTIQUES

Arrondissement
de BAYONNE

N° 397119

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

VILLE DE BIARRITZ

EXTRAIT du REGISTRE des ARRÊTÉS du MAIRE

OBJET :

NOUS, MAIRE DE LA VILLE DE BIARRITZ

HOTEL FLORIDA
3 Place Sainte Eugénie
Biarritz

Poursuite d'exploitation

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L 2212-2 ;

VU le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment les articles L 111-8-3, R 111-19-11 et R 123-46 ;

VU le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité ;

VU l'arrêté du 31 Mai 1994 fixant les dispositions techniques destinées à rendre accessibles aux personnes handicapées les établissements recevant du public et les installations ouvertes au public lors de leur construction, leur création ou leur modification, pris en application de l'article R 111-19-1 du Code de la Construction et de l'Habitation ;

VU l'arrêté modifié du Ministre de l'Intérieur du 25 Juin 1980, portant règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public de la 1^{ère} à la 4^{ème} catégorie, complété par l'arrêté du 22 juin 1990 pour les établissements recevant du public de la 5^{ème} catégorie ;

VU l'arrêté préfectoral du 9 novembre 2016 relatif aux compétences et au fonctionnement de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité ;

VU l'avis favorable de la Commission communale de Sécurité et d'Accessibilité du 10 juin 2024 ;

- A R R E T O N S -

ARTICLE 1^{er} : Le directeur de l'établissement Hôtel FLORIDA, de types O, N et L, classé en 4^{ème} catégorie, sis 3 Place Sainte Eugénie à Biarritz, est autorisé à poursuivre l'exploitation de l'établissement dans les conditions prévues par le code de la construction et de l'habitation, le règlement de sécurité incendie et les règles relatives à l'accessibilité aux handicapés.

*Pour ampliation certifiée conforme
Biarritz, le
Le Maire,*

Envoyé en préfecture le 26/06/2024

Reçu en préfecture le 26/06/2024

Publié le

04/07/2024



ID : 064-216401224-20240610-397119-AI

ARTICLE 2 : Cette autorisation est subordonnée à la réalisation des prescriptions suivantes dans les délais impartis :

- Réparer le détecteur dans le couloir devant la porte chambre 401 ;
- Poser une porte CF ½ heure munie d'un ferme-porte au niveau du local situé à côté de la salle de réunion (art. CO28) ;
- Placer les pictogrammes d'évacuation sur les blocs BAES des issues de secours salle de réunion et chaufferie (EC9) ;
- Poser un panneau avec la mention « Ne pas utiliser sur flamme gaz, fermer le gaz avant d'utiliser l'extincteur », placé au-dessus de l'extincteur en chaufferie (arrêté de juin 1978) ;
- Améliorer l'audibilité de l'alarme incendie dans la salle de réunion par la pose d'un diffuseur sonore relié à l'alarme existante (MS64) ;
- Equiper de BAPI le local SSI et la chaufferie (R143-13) ;
- Fournir l'attestation de levée de réserves vérification électrique code du travail par technicien compétent (GE10) ;
- Poursuivre la formation des personnels assurant la surveillance du SSI de jours et de nuit sur la conduite à tenir en cas d'incendie et l'utilisation des moyens de secours (O18).

ARTICLE 3 : La prochaine visite de contrôle périodique de la commission communale de sécurité est fixée en juin 2027.

ARTICLE 4 : L'exploitant est tenu de maintenir son établissement en conformité avec les dispositions du Code de la Construction et de l'Habitation et du Règlement de Sécurité contre les risques d'incendie et de panique précités.

Tous les travaux qui ne sont pas soumis a permis de construire mais qui entraînent une modification de la distribution intérieure ou nécessitent l'utilisation d'équipements, de matériaux ou d'éléments de construction soumis à des exigences réglementaires, devront faire l'objet d'une demande d'autorisation. Il en sera de même des changements de destination des locaux, des travaux d'extension ou de remplacement des installations techniques, et des aménagements susceptibles de modifier les conditions de desserte de l'établissement.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant.

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie, Madame le Commissaire Principal de Police, les fonctionnaires et agents placés sous leurs ordres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Fait à Biarritz, le 10 juin 2027

P/LE MAIRE



Patricia POURVAHAB
Adjointe déléguée